

MOYEN-ORIENT

Dans le Golfe, le Qatar veut se démarquer de ses voisins

À travers l'événement sportif planétaire de la Coupe du monde, l'émirat du Qatar, déjà très présent aux niveaux diplomatique et énergétique, renforce son rôle d'acteur incontournable sur la scène internationale. Une stratégie qui s'inscrit dans la rivalité avec les pays voisins de la péninsule arabique.

Plus vite, plus haut, plus fort. Ce qui a beau être la devise des Jeux olympiques, elle pourrait tout aussi bien s'appliquer à l'ambition des pays du golfe Persique qui, cette dernière décennie, sont devenus de véritables rivaux en termes de rayonnement régional et international. En y ajoutant « plus cher » ? Dans cette course effrénée, boostée par la manne des ressources énergétiques, le Qatar a pris une longueur d'avance cette dernière décennie. Sous l'impulsion de l'émir Tamim Al Thani, le sport est devenu l'un des meilleurs ambassadeurs de ce pays-conflit, grand comme l'île-de-France, mais qui, au fil des ans, a su développer intelligemment son influence au niveau mondial.

Médiateur incontournable

Résultat : Doha accueillie à partir de dimanche la première Coupe du monde de football à se dérouler dans un pays musulman, et l'attention du monde, même si elle s'accompagne d'un torrent de critiques, presque exclusivement occidentales. De quoi susciter de la jalousie des Émirats arabes unis, de l'Arabie saoudite et de Bahreïn, ceux-là mé-



Sur la corniche de Doha, capitale du Qatar. Photo Ebra/Xavier FRERE

mes qui ont imposé, avec l'Égypte, un blocus de 2017 à 2021, accusant le Qatar de « financer le terrorisme ». Sans doute que l'émirat sur la scène internationale et le rôle croissant de médiateur de l'émirat ont irrité ces voisins. « Si le Qatar n'avait pas été en train de préparer la Coupe du monde, soutenu par la communauté internationale, il aurait été envahi par les Saoudiens », est persuadé un diplomate français, familier du Golfe.

Si, depuis la France, on perçoit le Qatar comme le propriétaire du PSG ou, il y a quelques années, comme un soutien actif à certaines associations islamistes à l'image des Frères musulmans, son rayon d'action s'est élargi : Tchad, Soudan, Somalie, Libye, et il joue essentiel en Afghanistan en 2021. Doha a favo-

risé les négociations, facilité des libérations d'otages occidentaux (dont des Français) en payant même les rançons parfois. Au Moyen-Orient, l'émirat qatari est devenu un appui indispensable pour les États-Unis, dont il accueille la principale base Al-Udeid (10 000 hommes). Il soutient à bout de bras le financier et gazier Gaza et le Hamas, avec lequel l'émirat partage le plus grand champ gazier du monde (20 % des réserves).

Incontournable, le Qatar, pays voisin seulement d'un demi-siècle, l'est devenu en moins d'une décé-

nie. Pourtant, ce poids économique, diplomatique, apparaît démesuré en comparaison de son poids démographique (300 000 citoyens, hors ressortissants étrangers). Jusqu'où, jusqu'à quand ce jeu d'équilibre risqué peut-il durer ? À ce stade, on ne s'inquiète pas tellement du côté de West Bay : d'ici 2027, les revenus gaziers du Qatar pourraient encore augmenter de 60 % selon les prévisions... Encore faudra-t-il que la Coupe du monde connaisse la réussite. Car si elle est secouée par des coups à répétition, voire des incidents plus graves, l'effet boomerang pourrait ruiner les ambitions qatariennes. Et l'empêcher de viser plus haut, pour toucher son Graal : l'obtention des Jeux olympiques en 2036.

Xavier FRERE

DÉFENSE

Avion de combat européen : un accord enfin conclu

Le ministère allemand de la Défense a annoncé vendredi la conclusion d'un accord entre industriels concernant le coûteux et complexe projet d'avion de combat européen qui était enlisé depuis des mois en raison de tiraillements entre Dassault et Airbus.

Le projet d'avion de combat européen, enlisé depuis plus d'un an, va enfin de l'avant. Le ministère allemand de la Défense a annoncé vendredi la conclusion d'un accord. « Après des négociations intenses, un accord entre industriels a pu être atteint pour la prochaine phase du programme » de Système de combat aérien du futur (SCAF), a indiqué le ministère.

Cet accord est une « étape magnifiquement et particulièrement à l'heure actuelle – un signal important de l'excellente coopération entre l'Allemagne, la France et l'Espagne », a déclaré le ministre Christine Lambrecht.

Fin août 2021, les trois pays con-

cernés (France, Allemagne et Espagne) avaient signé un accord prévoyant 3,6 milliards d'euros d'études détaillées pour lancer en 2025 la construction d'un démonstrateur en vol. Mais les contrats n'avaient pas été passés faute d'accord sur le partage des tâches entre le constructeur français Dassault Aviation et son partenaire principal Airbus.

« Un grand pas en avant »

L'Élysée a salué cet accord comme « un grand pas en avant », démontrant que les Européens pouvaient « relever ensemble des défis considérables ». « Il renforce les capacités militaires de l'Europe et garantit un savoir-faire important pour notre industrie et, plus largement, pour l'industrie européenne », écrit la présidence française dans un communiqué.

Cet accord indispensable à la poursuite du programme est signé alors que la Première ministre française Elisabeth Borne est attendue le 25 novembre en Allemagne, où elle rencontrera le chancelier Olaf Scholz.



Lancé en 2017, le SCAF, qui inclut aussi des drones, est censé entrer en service à l'horizon 2040. Photo Sipa/Nicolas MESSVASY

NUMÉRIQUE

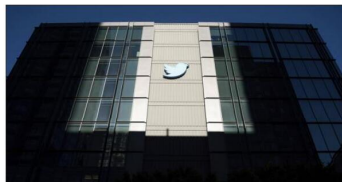
Elon Musk va-t-il casser Twitter ?

Personnel décimé, expérimentations hasardeuses, management brutal, annonces incohérentes... La transformation du célèbre réseau social par le milliardaire a pris des allures d'incendie de Rome par Néron.

Elon Musk est-il en train de casser son jouet ? Plusieurs centaines de salariés Twitter auraient démissionné, à la suite de l'ultimatum adressé mercredi par le milliardaire au personnel : prendre la porte, ou accepter un environnement de travail *hardcore* (« extrême »). « Cela signifie travailler de longues heures à haute intensité », avait prévenu Elon Musk, qui a fait fermer les bureaux de l'entreprise à San Francisco jusqu'à lundi.

Le patron de Tesla et SpaceX avait mis la main sur Twitter fin octobre, contre un chèque de 44 milliards de dollars. Mais depuis, sa gestion erratique de l'entreprise interroge. À peine arrivé, Elon Musk avait débarqué à la moitié des 7 500 salariés. Les développeurs avaient été sommés d'imprimer leur code pour lui soumettre. Les équipes chargées de l'éthique, la sécurité et la confiance ont été décimées, et la plupart des salariés qui ont eu le malheur de contredire le nouveau patron virés sur le champ.

Une des dernières modifications imposées par Elon Musk a concerné les comptes certifiés. Plus de vérification par Twitter : pour obtenir le badge attestant de l'authenticité d'un compte, il suffit de s'abonner pour 8 dollars par mois. Résultat : le réseau a été inondé de faux comptes. Des dizaines de Joe Biden sont apparus. Les bannées Chiqui-



Le siège de la société, à San Francisco, a été fermé jusqu'à lundi. Photo Sipa/AP/Noah BERGER

ta ont revendiqué un putsch au Brésil. Un tweet au nom d'Éli Lilly, annonçant la gratuité de l'insuline, a fait plonger la capitalisation du groupe pharmaceutique américain de 20 milliards de dollars.

Au moins Elon Musk avait-il annoncé la couleur : « Notez que Twitter fera beaucoup de choses stupides ces prochains mois », a-t-il épinglé sur son profil, où il partage des contenus comploteurs et semble s'amuser du chaos ambiant.

Libertarien revendiqué, Musk n'a jamais caché son intention de faire de Twitter un espace de liberté d'expression absolue, à la plus grande joie de l'extrême droite américaine et mondiale. Dans la semaine qui a suivi la prise de contrôle de Twitter par le milliardaire, les chercheurs du Centre contre la haine en ligne, une ONG américaine, ont noté que l'utilisation de certains termes racistes avait triplé, et d'autres homophobes augmenté de 40 %.

Hémorragie d'annonceurs et d'utilisateurs

Mais ce mélange d'amateurisme et de glissement (très) à droite n'est

pas sans conséquences. Des millions d'utilisateurs ont commencé à fuir, se réfugiant entre autres sur Mastodon. Encore plus grave pour Twitter, qui vit à 90 % de la publicité et dont Musk souhaitait faire la « plateforme publicitaire la plus respectée », les annonceurs aussi. Pfizer, Ford, General Motors ou Audi se sont retirés, terrorisés à l'idée de voir leur marque associée à un torrent de contenus extrémistes.

Les pannes, alors qu'une grande partie des équipes techniques n'existent plus, se sont aussi multipliées ces derniers jours. Twitter peut-il disparaître ? Musk n'a jamais écarté cette possibilité, déclarant dès son arrivée au personnel que la faille était une possibilité.

Jean-Michel LAHIRE

Dernière minute : vendredi soir, Elon Musk a annoncé que plusieurs comptes d'utilisateurs suspendus ont été réadmis sur la plateforme, mais qu'il n'avait « pas encore pris de décision sur Trump ». Un sujet où le patron de Tesla est attendu au tournant.

La Silicon Valley réduit la voilure

Après l'euphorie, la gueule de bois ? Rien ne va plus dans la Silicon Valley. Depuis quelques mois, les géants du numérique réduisent les effectifs. Courant octobre, Microsoft se séparait de 1 000 salariés dans le monde. Début novembre, Meta annonçait devoir réduire ses effectifs de 11 000 personnes.

Amazon préparerait le plus grand plan social de son histoire : selon le *New York Times*, 10 000 postes (soit 0,6 % de l'effectif) seront bientôt supprimés. Du côté d'Alphabet, la maison mère de Google, pas de licenciements, mais un ralentissement des embauches et des projets passés à la trappe. *La Tribune* a fait les comptes : au total, ce sont plus de 131 000 postes qui pourraient disparaître cette année dans le secteur technologique. Les raisons ?

Certains sont spécifiques à une entreprise : l'obsolescence de Mark Zuckerberg pour le metaverse et la chute de ses revenus publicitaires sont pour beaucoup dans les difficultés de Meta. Mais elles sont surtout conjoncturelles. Comme n'importe quelle autre société, les entreprises technologiques se voient rattrapées par l'inflation, les taux d'intérêt élevés, les pénuries, le ralentissement économique international et les conséquences de la guerre en Ukraine.

JML

GUERRE EN UKRAÏNE

La Russie fortifie la Crimée

À l'approche de l'hiver et alors que l'armée ukrainienne a regagné du terrain ces derniers jours, la Russie a annoncé vendredi qu'elle effectuait des travaux de fortification dans la péninsule de Crimée. Parallèlement, l'Ukraine continue de faire face à de graves pénuries d'électricité.

Des fortifications en Crimée

Après la reprise la semaine dernière d'une partie de la région de Kherson par l'armée ukrainienne, Kiev et Moscou semblaient vouloir consolider leurs positions à l'approche de l'hiver. La Russie a annoncé effectuer des travaux de fortification dans la péninsule de Crimée annexée, alors que le repli militaire de Kherson a permis aux Ukrainiens de rapprocher leurs canons de la région. Et ce pour « garantir la sécurité des Criméens », a déclaré Sergueï Aksionov, le gouverneur installé par Moscou sur place.

Nord Stream 1 et 2 : sabotage confirmé

Les explosions qui ont touché en septembre les gazoducs Nord Stream 1 et 2 en mer Baltique, construits pour acheminer le gaz russe en Europe, relèvent du sabotage, a annoncé ce vendredi le procureur en charge de l'enquête préliminaire suédoise. Il a notamment évoqué « des restes d'explosifs ». L'enquête doit encore se poursuivre pour déterminer « si quelqu'un peut être poursuivi pour crime ».

La moitié des infrastructures énergétiques endommagées

Pres de la moitié des infrastructu-

res énergétiques d'Ukraine ont été mises « hors d'état de fonctionner » à la suite de frappes russes massives depuis début octobre, a annoncé Kiev vendredi. Les autorités ukrainiennes ont ainsi réclamé « un soutien supplémentaire » de l'UE pour faire face à cette situation, notamment « pour l'achat de volumes supplémentaires de gaz » alors que l'hiver s'installe dans le pays. Dix millions d'habitants seraient sans électricité.

Moscou accuse Kiev d'avoir exécuté des prisonniers russes

La Russie a accusé l'Ukraine d'avoir exécuté « brutalement » plus de 10 de ses militaires qui avaient été faits prisonniers, dénonçant un « crime de guerre ». « Personne ne pourra présenter le meurtre délibéré et méthodique de plus de 10 soldats russes qui étaient immobilisés [...] avec des tirs directs dans la tête, comme une exception tragique », a déclaré le ministre russe de la Défense après la publication sur les réseaux sociaux de vidéos affirmant montrer les corps de militaires russes tués et qui venaient de se rendre, alignés au sol.

La Pologne refuse une délégation russe sur son sol

La Pologne a refusé à la délégation russe l'entrée sur son sol pour une réunion ministérielle de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe prévue début décembre à Lodz, dans le centre du pays. Interrogé explicitement sur la question de savoir si Varsovie a refusé l'entrée à la délégation russe, Lukasz Jasina, porte-parole du ministre des Affaires étrangères, a répondu par un « Oui » sec, exprimé par texto.